

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE  
T/L.1177  
14 juin 1972  
FRANCAIS  
ORIGINAL EN ANGLAIS

JUN 16 1972

Trente-neuvième session  
Point 14 de l'ordre du jour

UN/SA COLLECTION

PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE A L'ASSEMBLEE GENERALE  
POUR LA PERIODE ALLANT DU JUIN 1971 AU JUIN 1972

Document de travail préparé par le Secrétariat

PREMIERE PARTIE

ORGANISATION ET ACTIVITES DU CONSEIL

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DU CONSEIL

A. Composition

1. La composition du Conseil, le 1er janvier 1972, était la suivante :

Etats Membres chargés de l'administration de territoires sous tutelle

Australie

Etats-Unis d'Amérique

Etats Membres désignés nommément à l'Article 23 de la Charte et non chargés de l'administration de territoires sous tutelle

Chine

France

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Union des Républiques socialistes soviétiques

B. Bureau

2. M. W. Tapley Bennett Jr. (Etats-Unis) et M. Paul Blanc (France) ont été élus respectivement président et vice-président au début de la trente neuvième session, le 23 mai 1972.

### C. Sessions et séances

3. Pendant la période qui fait l'objet du présent rapport, le Conseil a tenu les séances ci-après : trente-neuvième session (1388ème à \_\_\_\_\_ séance), du 23 mai au \_\_\_\_\_ juin 1972.
4. Toutes les séances ont eu lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

### D. Procédure

5. Le Conseil n'a apporté aucune modification à sa procédure pendant la période considérée.

### E. Relations avec le Conseil de sécurité

6. Conformément à l'Article 83 de la Charte des Nations Unies, à la résolution 70 (1949) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 415ème séance le 7 mars 1949, et à sa propre résolution 46 (IV), du 24 mars 1949, le Conseil de tutelle a continué à exercer les fonctions qui, au titre du régime de tutelle, incombent à l'Organisation des Nations Unies en matière politique, économique et sociale et en matière d'enseignement dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et il a présenté un rapport à ce sujet au Conseil de sécurité 1/.

### F. Relations avec les institutions spécialisées

7. Les représentants de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont participé aux travaux du Conseil pour les questions qui les intéressaient.
8. Le représentant de l'OMS a fait une déclaration au sujet de la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et au Papua-Nouvelle-Guinée à la 1398ème séance du Conseil, le 2 juin.

---

1/ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-septième année, Supplément spécial No 1 (S/ ).

## CHAPITRE II

### EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS

9. Le Conseil de tutelle était saisi des rapports annuels des Autorités administrantes sur le Papua-Nouvelle-Guinée et le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.
10. Le rapport annuel du Commonwealth d'Australie sur le Papua-Nouvelle-Guinée pour l'année écoulée le 30 juin 1971 a été reçu par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le 23 mai 1972. Le rapport et un rapport complémentaire ont été transmis aux membres du Conseil de tutelle par des notes du Secrétaire général publiées sous les cotes T/1733 et Add.1. On trouvera dans le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité 2/ un compte rendu détaillé des débats que le Conseil a consacrés à l'examen du rapport annuel des Etats-Unis sur le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.
11. M. Stanley John Pearsall était le représentant spécial de l'Autorité administrante présent pendant l'examen du rapport annuel sur le Papua-Nouvelle-Guinée. M. Pearsall était assisté de trois conseillers spéciaux : M. Gavera Rea, ministre du travail et membre de la Chambre d'assemblée, M. Anton Parao, membre de la Chambre d'assemblée et M. Simon Kauni, fonctionnaire principal chargé de l'organisation des élections et secrétaire par intérim du Département du développement social et des affaires intérieures. Le Conseil de tutelle a examiné ce rapport de sa 1395ème à sa 1402ème séance et à ses \_\_\_\_\_ séances.
12. A sa 1401ème séance, le Conseil a chargé un comité de rédaction composé du Royaume-Uni et des Etats-Unis de proposer, sur la base des discussions qui avaient eu lieu au Conseil, des conclusions et recommandations sur la situation au Papua-Nouvelle-Guinée et de formuler des recommandations à inclure dans le chapitre du rapport du Conseil à l'Assemblée générale qui traitera de la situation dans ce territoire.
13. Le Conseil a examiné le rapport du Comité de rédaction à sa \_\_\_\_\_ séance.

/A compléter/

---

2/ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-septième année, Supplément spécial No 1 (S/ ).

### CHAPITRE III

#### EXAMEN DES PETITIONS

##### A. Examen des pétitions

14. A sa trente-neuvième session, le Conseil de tutelle a examiné et étudié :

a) Une communication distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur, et,

b) Quatre pétitions distribuées conformément au paragraphe 1 de l'article 85. On trouvera ci-après des précisions sur les communications et les pétitions que le Conseil a examinées et étudiées et sur la suite qu'il leur a donnée. Ce qui a trait à l'examen et à l'étude des communications et pétitions relatives au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique figure dans le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.

##### B. Communications et pétitions concernant le Papua-Nouvelle-Guinée

15. Dans une lettre datée du 27 mars 1972 adressée au Conseil de tutelle (T/COM.8/L.7), M. Patrick Kissane, engagé comme inspecteur des coopératives pour le compte de l'Administration, aux termes d'un contrat de trois ans, déclarait qu'il avait été mis fin à son contrat le 21 janvier 1972 et qu'il avait été renvoyé. Il demandait au Conseil d'user de son influence auprès de l'Autorité administrante pour éviter que pareil incident ne se reproduise.

16. A sa 1397ème séance, le 1er juin, le Conseil a examiné cette communication et a décidé d'en prendre note.

17. Les pétitions concernant le Papua-Nouvelle-Guinée mentionnées au paragraphe 14 ci-dessus et les observations que l'Autorité administrante a formulées à ce sujet étaient les suivantes :

a) Une pétition (T/PET.8/36) émanant de M. Damien Kereku, Mataungan Association, qui demandait au Secrétaire général et au Conseil de prier le Gouvernement australien de fixer la date de l'autonomie et de l'indépendance du Papua-Nouvelle-Guinée. L'Autorité administrante, dans ses observations écrites (T/OBS.8/23), a déclaré qu'elle avait pour politique d'encourager l'avènement de l'autonomie dans le Territoire. A cette fin, l'Autorité administrante comptait sur les élus de la Chambre d'assemblée pour exprimer la volonté de la majorité de la population et décider quelle devait être la nature de l'évolution constitutionnelle et le rythme qu'il convenait de lui donner.

b) Une pétition (T/PET.8/37) émanant de la Conférence des conseils du district de Morobe qui demandait à l'Organisation des Nations Unies de faire en sorte que l'Administration du Territoire et la Chambre d'assemblée mettent au point une législation qui servirait de base juridique aux mesures énergiques nécessaires pour faire face aux migrations urbaines et aux problèmes connexes des "squatters" dans les secteurs urbains du Papua-Nouvelle-Guinée. Une pétition (T/PET.8/38) émanant du Conseil local de Goroka où celui-ci déclarait qu'il n'approuvait pas la thèse présentée par la Conférence des conseils du district de Morobe. Il estimait que la législation existante suffisait pour faire face à la situation. Les restrictions à la libre circulation à l'intérieur du pays ne seraient pas une solution aux problèmes mais constitueraient une limitation des libertés civiles. Le Conseil de Goroka demandait donc que les mesures recommandées par la Conférence de Morobe ne soient pas approuvées par le Conseil de tutelle. L'Autorité administrante, dans ses observations écrites (T/OBS.8/25) s'est référée à une résolution adoptée par la Chambre d'assemblée en août 1969 qui demandait à l'Administration de restreindre à nouveau le droit d'émigrer vers les villes sauf dans les cas où une personne était sûre d'y trouver un emploi ou lorsqu'elle s'y rendait pour une durée limitée pour une raison valable. Dans les observations de l'Administrateur portant sur cette résolution, qui ont été communiquées à la Chambre, il était fait remarquer qu'en dehors des conséquences que les restrictions envisagées risquaient d'avoir sur l'exercice des droits de l'homme, leur mise en oeuvre nécessitait, pour être suivie d'effet, que l'on prenne des mesures de police compliquées et coûteuses. L'Administrateur faisait également observer que les tentatives qui avaient été faites dans d'autres pays pour limiter ces migrations par des mesures législatives ne s'étaient guère révélées efficaces. L'Autorité administrante déclarait également qu'elle estimait que la législation actuelle sur le vagabondage n'était pas parfaitement adaptée au Papua-Nouvelle-Guinée. La législation était en cours de révision et il était probable que l'on demanderait au Conseil exécutif de l'Administrateur de décider si la législation existante devait être modifiée. Pendant que l'Autorité administrante examinerait cette question, elle continuerait d'honorer les obligations qui lui incombent en vertu de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies d'encourager le respect des droits de l'homme.

c) Une pétition (T/PET.8/39) émanant du parti Pangu, portant sur l'enlèvement par le Gouvernement australien de documents officiels se trouvant dans ses services administratifs au Papua-Nouvelle-Guinée, demandait à l'Organisation des Nations Unies d'enquêter sur cette question et de prendre immédiatement les mesures permettant d'arrêter l'enlèvement de ces documents. L'Autorité administrante, dans ses observations écrites (T/OBS.8/24) déclarait qu'il ressortait du rapport du fonctionnaire nommé par l'Administration pour examiner cette question, que seuls

certain documents étaient retirés, lesquels touchaient directement aux intérêts du Gouvernement australien, et que le retrait de ces documents ne nuisait en rien aux archives historiques du Papua-Nouvelle-Guinée. Le 5 mars 1972, le secrétaire national par intérim du parti Pangu s'était déclaré satisfait des assurances qui lui avaient été données par l'Autorité administrante.

18. Le Conseil de tutelle a examiné les pétitions T/PET.8/36 à T/PET.8/39 à sa 1397ème séance, le 1er juin 1972. Il a décidé d'appeler l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante et sur les déclarations que les membres du Conseil avaient formulées à la session en cours.

19. A la même séance, une communication datée du 11 novembre 1971, émanant de M. Ken Newcombe, vice-président pour les questions d'enseignement de la National Union of Australian University Students, a également été portée à l'attention du Conseil de tutelle.



## CHAPITRE IV

## VISITES DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

A. Mission de visite des Nations Unies chargée d'observer les élections à la Chambre d'assemblée du Papua-Nouvelle-Guinée en 1972

20. A sa trente-huitième session, le Conseil de tutelle avait été saisi d'une lettre du représentant permanent de l'Australie datée du 11 juin 1971 invitant le Conseil à envoyer une Mission de visite en vue d'observer les élections à la Chambre d'assemblée du Papua-Nouvelle-Guinée en 1972 3/. Le Gouvernement australien proposait que la composition de la Mission soit déterminée conformément au paragraphe 5 de la résolution 2590 (XXIV) de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1969, dans laquelle le Conseil de tutelle était prié d'inclure dans ses missions de visite périodiques des représentants d'Etats qui ne sont pas membres du Conseil, en consultation avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et avec l'Autorité administrante, conformément à la Charte.

21. A sa 1387ème séance, le 18 juin 1971, le Conseil de tutelle a adopté la résolution 2156 (XXXVIII) dans laquelle il a décidé d'envoyer une Mission de visite chargée d'observer les élections à la Chambre d'assemblée du Papua-Nouvelle-Guinée en 1972. Le Conseil a décidé en outre que la Mission de visite serait composée de membres désignés par le Royaume-Uni, les Etats-Unis et deux autres Etats devant être désignés par le Président du Conseil sur la base de consultations avec les membres du Conseil, le Comité spécial et l'Autorité administrante. Ultérieurement, le Président a désigné l'Afghanistan et la Yougoslavie comme étant les deux Etats qui devaient nommer les autres membres de la Mission de visite.

22. A la même séance, le Conseil a également décidé que les candidatures qui seraient présentées par les gouvernements des quatre pays en question seraient automatiquement approuvées au moment où elles seraient reçues. Sur cette base, ont participé à la Mission M. Mohammad Hakim Aryubi (Afghanistan), sir Derek Jakeway (Royaume-Uni), M. F. W. Tapley Bennett Jr. (Etats-Unis) et M. Aleksandar Psoncak (Yougoslavie). Les membres de la Mission ont élu comme président, M. Tapley Bennett Jr. (Etats-Unis).

---

3/ Documents officiels du Conseil de tutelle, trente-huitième session, Annexes, point 16 de l'ordre du jour (document T/1725).

23. Dans sa résolution 2156 (XXXVIII), le Conseil de tutelle a chargé la Mission d'observer les élections à la Chambre d'assemblée du Papua-Nouvelle-Guinée en 1972, notamment l'organisation des élections, les activités des candidats et des partis politiques, le déroulement, la clôture et le dépouillement du scrutin ainsi que la proclamation des résultats. Le Conseil a prié en outre la Mission de lui présenter aussitôt que possible un rapport sur l'observation des élections, dans lequel elle consignerait ses constatations, accompagnées de toutes les observations, conclusions et recommandations qu'elle souhaiterait formuler.

24. Le Conseil de tutelle a examiné le rapport de la Mission 4/ en même temps que le rapport annuel de l'Autorité administrante (T/1733 et Add.1).

25. A sa 1395<sup>ème</sup> séance, le 31 mai, le Conseil de tutelle a décidé d'inviter les membres de la Mission de visite qui n'étaient pas en même temps représentants au Conseil à participer en leur qualité de membres de la Mission, mais sans droit de vote, à l'examen du rapport de la Mission. Au cours de la discussion, M. Mohammad Hakim Aryubi (Afghanistan) et M. Aleksandar Psoncak (Yougoslavie) ont fait des déclarations.

26. A sa \_\_\_\_\_ séance, le Conseil de tutelle a adopté la résolution \_\_\_\_\_ (XXXIX) concernant les travaux de la Mission de visite.

/A compléter/

B. Mission de visite des Nations Unies dans le Territoire sous tutelle  
des Iles du Pacifique en 1973

27. A sa 1403<sup>ème</sup> séance, le 14 juin 1972, le Conseil de tutelle a décidé d'envoyer une Mission de visite périodique dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique en 1973. La composition et le mandat de la Mission sont indiqués dans le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité 5/.

---

4/ Documents officiels du Conseil de tutelle, trente-neuvième session,  
Supplément No 2 (T/\_\_\_\_\_).

5/ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-septième année,  
Supplément spécial No 1 (S/\_\_\_\_\_).



## CHAPITRE V

### ACCESSION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE A L'AUTONOMIE OU A L'INDEPENDANCE ET SITUATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

#### A. Considérations générales

28. A sa trente-neuvième session, le Conseil de tutelle a examiné la question de l'accession des territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance dans le cadre de son examen de la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et au Papua-Nouvelle-Guinée.

29. A sa 1403ème séance, le 14 juin 1972, le Conseil a examiné le point de son ordre du jour concernant cette question et a décidé d'appeler l'attention sur le fait que pendant l'examen de la situation dans les territoires sous tutelle les membres du Conseil avaient porté une attention toute particulière aux mesures prises pour transférer tous les pouvoirs aux peuples de ces territoires conformément à leur volonté et à leur désir librement exprimés afin de leur permettre de parvenir à l'autonomie ou à l'indépendance complète dans les plus brefs délais.

30. Le Conseil a par ailleurs décidé d'appeler l'attention des membres de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur les conclusions et recommandations adoptées au sujet de l'accession de ces deux territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance ainsi que sur les observations faites par les membres du Conseil sur cette question.

#### B. Coopération avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

[A compléter]

#### C. Résolution 2865 (XXVI) de l'Assemblée générale sur la question du Papua-Nouvelle-Guinée

[A compléter]

## CHAPITRE VI

### AUTRES QUESTIONS EXAMINEES PAR LE CONSEIL DE TUTELLE

#### A. Moyens d'études et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires sous tutelle

31. Le programme de bourses des Nations Unies pour les habitants des territoires sous tutelle a été institué par la résolution 557 (VI) de l'Assemblée générale en date du 18 janvier 1952. Selon la procédure de gestion de ce programme qui a été approuvé par le Conseil de tutelle, le Secrétaire général est invité à présenter au Conseil de tutelle une fois par an au moins un rapport donnant tous les renseignements voulus sur l'exécution du programme.

32. Le rapport que le Secrétaire général a présenté au Conseil de tutelle à sa trente-neuvième session (T/1736) portait sur la période allant du 1er juin 1971 au 31 mai 1972. Il contenait des renseignements sur la façon dont les bourses et les moyens de formation offerts par 11 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies avaient été utilisés. D'après les renseignements communiqués au Secrétaire général, aucune demande concernant les bourses offertes par ces Etats Membres n'avait été présentée pendant la période considérée par des habitants des deux derniers Territoires sous tutelle.

33. A sa 1402ème séance, le 12 juin, le Conseil a examiné le rapport du Secrétaire général sur le programme de bourses pour les habitants des territoires sous tutelle (T/1736).

#### B. Diffusion dans les territoires sous tutelle de renseignements sur l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle

34. Conformément aux dispositions de la résolution 36 (III) du Conseil de tutelle en date du 8 juillet 1948 et de la résolution 754 (VIII) de l'Assemblée générale en date du 9 septembre 1953, le Conseil était saisi à sa trente-neuvième session du rapport annuel du Secrétaire général (T/1737) sur les dispositions prises en coopération avec les autorités administrantes en vue de diffuser dans les territoires sous tutelle des documents officiels des Nations Unies et des renseignements sur les buts et les activités de l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle.

35. Ce rapport, qui portait sur la période allant du 1er juin 1971 au 30 avril 1972, présentait les activités entreprises par le Service de l'information par l'intermédiaire de ses centres d'information de Washington D.C. et de Port Moresby pour diffuser des renseignements sur l'Organisation des Nations Unies.

36. Il ressortait de ce rapport que les publications distribuées par le Service de l'information comprenaient la plupart des ouvrages imprimés en anglais pour distribution par les centres d'information. Ces publications comprenaient également des communiqués de presse, des articles de fond spéciaux et des bulletins d'information hebdomadaires portant sur l'ensemble des activités de l'Organisation des Nations Unies. Il ressortait également du rapport que, outre la documentation ordinaire publiée en anglais, un certain nombre de publications avaient été imprimées en pidgin et distribuées par le Centre d'information des Nations Unies à Port Moresby.

/A compléter/

C. Coopération avec le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

37. L'Assemblée générale, au paragraphe 7 de sa résolution 2783 (XXVI) du 20 décembre 1971, a appelé l'attention du Conseil de tutelle sur le rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale <sup>6/</sup> et l'a prié de prendre les mesures voulues, dans le cadre de son mandat, telles qu'elles sont indiquées dans les parties pertinentes du rapport. Au paragraphe 2 de la troisième partie de sa résolution 2784 (XXVI) du 20 décembre 1971, l'Assemblée a fait siennes les opinions et recommandations formulées par le Comité dans la décision 5 (IV) de son rapport.

38. Au paragraphe 1 de la section III de la décision 5 (IV), le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a recommandé que le Conseil de tutelle invite les autorités administrantes à fournir des renseignements sur un certain nombre de questions relatives à l'application des principes et à la réalisation des objectifs de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui sont énumérées dans le rapport du Comité.

39. Au paragraphe 3 de la section III de la décision 5 (IV), le Comité a recommandé que le Conseil de tutelle prie les missions de visite qui se rendront dans les territoires sous tutelle de recueillir des informations sur les mesures législatives, judiciaires, administratives et autres prises par les autorités administrantes pour appliquer les principes et réaliser les objectifs de la Convention et de transmettre ces informations au Comité.

---

<sup>6/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 18 (A/8418).

40. Le Conseil de tutelle, à sa 1402ème séance, le 12 juin, a décidé d'inviter les autorités administrantes à faire figurer dans leur rapport annuel des renseignements sur les questions énumérées dans la partie pertinente du paragraphe 1 de la section III de la décision 5 (IV) du rapport du Comité. Le Conseil a également décidé de prendre note de la recommandation du Comité, qui figure au paragraphe 3 de la section III de la décision 5 (IV) et de la prendre en considération, le cas échéant, lorsque le Conseil de tutelle décidera d'envoyer une mission de visite dans un territoire sous tutelle.

41. A la même séance, le Conseil de tutelle a également décidé d'autoriser le Président à présenter au Conseil, à une séance ultérieure, les pétitions qui semblent avoir trait à la discrimination raciale et qui devraient être communiquées au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

42. A sa 1403ème séance, le 14 juin, le Conseil a convenu qu'aucune des pétitions dont il était saisi n'avait trait à la discrimination raciale et que, par conséquent, il ne communiquerait aucune pétition au Comité cette année.

#### PARTIE IV

#### LA SITUATION AU PAPUA-NOUVELLE-GUINEE

[Cette partie comprendra le texte définitif du chapitre relatif à la situation au Papua-Nouvelle-Guinée, tel qu'il sera définitivement adopté par le Conseil de tutelle à sa trente-neuvième session.]

-----